

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5384 - Mercredi 26 mai 2021 - Prix : 10 DA

Intoxication alimentaire à Mila

**Le propriétaire
de la pâtisserie sous
mandat de dépôt**

Page 16

Campagne électorale

Que promettent les candidats indépendants ?

Page 3

**Législatives
du 12 juin :
nationalistes vs
islamistes (2)**

Par Mohamed Habili

Logiquement il n'y a pas lieu de supposer une abstention massive dans une élection à laquelle prennent part les formations politiques les plus importantes, en plus d'un grand nombre d'indépendants issus de la société civile. La nature même de la consultation à venir s'inscrit en faux contre une telle perspective. En Algérie, traditionnellement, les législatives et les locales donnent lieu à une participation plus grande que lors des autres échéances, présidentielles et référendums. Après tout l'appel à l'abstention dans ce cas précis provient de formations minoritaires, d'associations et d'activistes dont rien ne laisse penser qu'ils sont particulièrement influents. On ne peut leur dénier ce droit bien sûr. Une élection, ce n'est d'ailleurs pas que des votants, et des voix exprimées, mais tout autant de l'abstention, du boycott le cas échéant, et des voix blanches. Au bout du compte, tout le monde y aura pris part à sa façon, sauf, si du moins il s'en trouve, des Algériens qui n'en auront même pas entendu parler. On objectera sans doute à cela que les circonstances actuelles sont exceptionnelles, qu'il règne aujourd'hui une atmosphère particulière, que d'aucuns ne cessent de qualifier de révolutionnaire, et que pour tout cela, ce qui serait en jeu véritablement, ce n'est pas le partage des sièges à l'Assemblée et le pouvoir législatif qui s'y attache, mais le volume de l'abstention.

Suite en page 3

Le Président et le Premier ministre arrêtés par l'armée

Mali : coup de force en pays frontalier



La situation est tendue au Mali. Des militaires maliens mécontents du nouveau gouvernement annoncé par les autorités, ont arrêté le Président Bah Ndaw et le Premier ministre, Moctar Ouane, dans un coup de force, plongeant ainsi le pays dans une nouvelle crise politique. Page 2

Lutte contre la pollution à Béjaïa

Vaste opération de nettoyage des ordures

Page 16

EN A/En prévision des matchs face au Mali, la Mauritanie et la Tunisie

Un premier groupe arrive à Sidi Moussa

Page 15

Le Président et le Premier ministre arrêtés par l'armée

Mali : coup de force en pays frontalier

■ La situation est tendue au Mali. Des militaires maliens mécontents du nouveau gouvernement annoncé par les autorités, ont arrêté le Président Bah N'daw et le Premier ministre, Moctar Ouane, dans un coup de force, plongeant ainsi le pays dans une nouvelle crise politique.

Par Louisa Ait Ramdane

Situation confuse au Mali. Dans la foulée de l'annonce du nouveau gouvernement et après 9 mois de transition, le Mali replonge dans une nouvelle crise politique qui pourrait le faire retourner à la case départ. Le Président et le Premier ministre de la transition, Bah N'daw et Moctar Ouane, ont été conduits sous la contrainte par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako, dans un apparent coup de force après la formation du nouveau gouvernement. «Le Président et le Premier ministre sont ici à Kati pour des affaires les concernant», a dit un haut responsable militaire, selon l'agence AFP qui citait des «sources concordantes», ajoutant qu'un responsable du gouvernement, s'exprimant aussi sous couvert de l'anonymat, a «confirmé» que les chefs de l'exécutif de transition, le Président Bah N'daw et le Premier ministre, Moctar Ouane, avaient été conduits à Kati.

Le Premier ministre avait indiqué plus tôt avoir été emmené par les militaires. «Je confirme : des hommes de Goïta sont venus me chercher pour me conduire chez le Président qui habite non loin de ma résidence», a dit Moctar Ouane dans un bref échange téléphonique avec des médias, faisant référence à l'homme fort malien, le colonel Assimi Goïta, actuel vice-président de la transition. La conversation s'est ensuite interrompue. Hasard du calendrier, une délégation de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest doit se rendre aujourd'hui à Bamako. «Le coup de force» a été mené quelques heures après une réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) consacrée à la situation au Mali, lors de laquelle le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a appelé les acteurs maliens à faire preuve de «persévérance» afin d'avancer dans le processus de transition et d'obtenir des résultats concrets dans la mise en œuvre de la feuille de route de décembre portant, entre autres, sur la mise en œuvre de l'Accord de paix, issu du processus d'Alger.

L'Algérie rejette toute action visant à changer le gouvernement par la force

La communauté internationale condamne fermement «le coup de force» et «exige la libération immédiate et inconditionnelle» du Président Bah N'daw et du Premier ministre, Moctar Ouane, conduits sous la contrainte par des soldats au camp militaire de Kati, à quelques kilomètres de

Bamako.

L'Algérie, cheffe de file de la médiation internationale au Mali, a exprimé, hier, son «ferme rejet» de toute action visant à changer le gouvernement au Mali par la force, appelant les acteurs maliens à privilégier le dialogue pour un déroulement paisible de la transition, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

«L'Algérie suit avec une très grande préoccupation les derniers développements intervenus en République du Mali et souligne son ferme rejet de toute action de nature à consacrer un changement de gouvernement par la force, en violation du principe cardinal de l'Union africaine en la matière», souligne le ministère. Elle «appelle tous les acteurs concernés à faire preuve d'un sens de responsabilité et à privilégier le dialogue afin de préserver le déroulement paisible et pacifique de la transition et de maintenir la paix et la stabilité dans le pays», relève-t-il. «L'Algérie réaffirme son soutien aux autorités maliennes de transition, sous le leadership du chef de l'Etat M. Bah N'Daw, auxquelles elle n'a cessé d'apporter un appui multiforme en vue d'aboutir au retour définitif de l'ordre constitutionnel, sur la base des engagements souscrits aux termes de la Charte de transition adoptée le 12 septembre 2020, et entérinée par l'ONU, l'UA et la Cédéao», ajoute le communiqué.

De son côté, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé dans un tweet «au calme» au Mali et à la «libération inconditionnelle» de ses dirigeants civils, arrêtés dans la journée par des militaires. Selon des diplomates à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait tenir une réunion d'urgence dans les prochains jours sur la situation au Mali. Le Conseil européen a, dans un communiqué, condamné «avec fermeté l'enlèvement du président de transition du Mali et du Premier ministre et

appelé à leur libération immédiate». Le Conseil a prévenu que «l'Union européenne était prête à envisager des mesures ciblées à l'encontre des dirigeants politiques et militaires faisant obstruction à la transition au Mali».

La Minusma appelle à la libération du Président et du Premier ministre

Réagissant à ce coup de force, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) a appelé à la «libération immédiate et inconditionnelle du Président et du Premier ministre» maliens, conduits «sous contrainte» par les forces militaires à la base de Kati (à 15 km de Bamako).

La Minusma a lancé son appel via Twitter, lundi dans la soirée. «Nous suivons avec attention les événements et restons engagés en appui à la Transition. Nous appelons au calme et exigeons la libération immédiate et inconditionnelle du Président et du Premier ministre. Ceux qui les détiennent devront répondre de leurs actes», a écrit la mission onusienne.

Le président de l'UA condamne et appelle à la retenue

Le président congolais, président en exercice de l'Union africaine (UA), Félix Tshisekedi, a «fermement» condamné «toute action visant à déstabiliser le Mali», appelé «tous les acteurs de la transition politique malienne à la retenue ainsi qu'au respect de la Constitution». Tshisekedi qui s'exprimait sur le compte Twitter de la Présidence congolaise a également appelé à la «libération immédiate et inconditionnelle» des personnalités arrêtées. «Tout doit être mis en œuvre afin de préserver la stabilité du Mali et consolider la paix dans la sous-région», a encore plaidé le président de l'Union africaine.



Le Comité de suivi de la transition condamne un «coup de force»

Le Comité local de suivi de la transition au Mali, composé notamment de la Cédéao, de l'Union Africaine, de la Minusma, et de l'Union européenne, a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation au Mali, marquée par «la conduite sous la contrainte» du Président de la transition et du Premier ministre par des soldats au camp militaire de Kati, près de Bamako.

Les membres de ce Comité ont fermement condamné «la tentative de coup de force» sur-

venue à la suite de la publication du décret portant nomination des membres du gouvernement par le président de la transition sur proposition du Premier ministre. Le communiqué a également exigé «la libération immédiate et inconditionnelle» de ces autorités, rappelant que les militaires qui les détiennent seront tenus «personnellement responsables de leur sécurité». Le Comité de suivi a réaffirmé son «soutien ferme» aux autorités de la transition en exigeant que le processus reprenne son cours pour se conclure dans les délais prévus.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 254 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (8), portant à 3 433 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une remontée, avec 254 cas, soit 7 cas de plus par rapport au bilan d'hier (247), pour atteindre, au total, 127 361 cas confirmés.

R. N.

Commerce

Les exportations hors hydrocarbures à 5 milliards de dollars d'ici fin 2021

Les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards de dollars (USD) d'ici fin 2021, a indiqué, hier à Alger, le secrétaire général du ministère du Commerce, Redouane Allili. S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture du 1^{er} Salon import-export interafricain (IMPEX 2021), M. Allili a affirmé que «les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards USD d'ici fin 2021, malgré les effets de la pandémie sur

l'activité économique». «En dépit des conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, nous avons pu multiplier les actions d'exportations hors secteur des hydrocarbures, ce qui nous permettra de réaliser un montant entre 4,5 à 5 milliards USD d'ici la fin de l'année», a-t-il précisé. A cet effet, il a souligné que la Zone de Libre échange continentale africaine (Zlecaf) constitue une «véritable opportunité» pour le pays, pouvant lui permettre de multiplier durant les deux prochaines années ses

exportations par cinq envers les pays africains. M. Allili a appelé les entreprises algériennes à saisir cette opportunité de la Zlecaf, en prenant «les devants pour faire la promotion des différents produits destinés à l'exportation». Dans ce sens, il a précisé que le ministère du Commerce travaille actuellement pour la redynamisation des Conseils d'affaires avec l'ensemble des pays africains et pour déterminer toutes les opportunités pouvant aider au développement des échanges interafricains. «Les

hommes d'affaires algériens et africains peuvent également déterminer ces opportunités en raison de leur présence perpétuelle sur le terrain à travers notamment les échanges commerciaux», a-t-il ajouté. M. Allili a assuré, dans ce sillage, que «les rencontres d'affaires et d'échanges entre les responsables d'entreprises algériennes et africaines ont déjà commencé et visent à déterminer les opportunités en vue de nouer des partenariats gagnant-gagnant».

H. N.

Bac, BEM et 5^e année primaire

Candidats et enseignants se préparent aux examens de fin d'année

■ «Au total, 853 391 élèves passeront l'examen de fin d'études primaires, 641 187 candidats se présenteront aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen et 731 723 sont attendus à l'examen du baccalauréat pour la session 2021», selon l'Office national des examens et concours.

Par Thinhinene Khouchi

Les examens de fin d'année approchent à grands pas. Selon la fiche technique des examens de fin d'année session 2021 publiée par l'Office national des examens et concours (Onec), plus de 853 000 élèves passeront l'examen de fin d'études primaires prévu le 2 juin 2021. Selon l'Onec, le nombre de candidats parmi les élèves de cinquième année primaire qui devront passer l'examen en arabe, en français et en mathématiques, a atteint 853 391 candidats, dont 436 469 garçons et 416 922 filles, répartis sur 14 472 centres d'examen au niveau national. L'Onec a affirmé – selon une fiche technique des examens finaux de l'année scolaire 2020-2021 – que les copies des candidats seront composées au niveau de 13 centres de regroupement et compostage, avant de les répartir sur 62 centres de correction, une opération qui débutera du 7 au 17 juin. L'année dernière, le ministère de l'Éducation nationale a approuvé un ensemble de mesures sur la base de ce qui a été décidé par le Conseil des ministres en mai 2020 concernant l'organisation du travail pour la fin de l'année scolaire et les examens nationaux pour la session 2020 en raison des conditions sanitaires imposées par la pandémie de coronavirus (Covid-19). Ces procédures pour le cycle primaire se sont résumées en la suppression de l'examen de fin de cycle primaire et l'approbation du passa-



P.H.D.R.

ge d'un niveau à un autre dans ce cycle en calculant la moyenne des premier et deuxième semestres et en réduisant le taux d'acceptation à 4,5 sur 10. Concernant les épreuves du Brevet d'enseignement moyen pour la session de juin 2021, «un total de 641 187 candidats est attendu à ces épreuves au niveau national». Ce nombre est réparti entre 625 223 candidats scolarisés, dont 292 767 garçons et 332 456 filles, et 15 964 candidats indépendants (11 100 garçons et 4 864 filles). L'Office a fixé la date des épreuves du BEM du 15 au 17 juin à travers l'ensemble du territoire national où il sera procédé au compostage des copies d'examen au niveau de 18 centres de collecte et de compostage, avant leur répartition à travers 70 centres de correction.

La correction des copies débutera le 22 juin et s'étalera jusqu'au 3 juillet 2021. 7 824 candidats passeront l'épreuve d'éducation physique et sportive au niveau de 57 centres. Le taux d'élèves admis en première année secondaire pour l'année scolaire 2019-2020 était de 90,61 %. Ce taux représente le nombre global d'élèves ayant obtenu une moyenne de 9-20 et plus durant les deux trimestres (1^{er} et 2^e) de l'année scolaire 2019-2020 et ceux admis après avoir passé l'examen durant la session de septembre 2020. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, après consultation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit, en juin de l'année dernière, le ministre de l'Éducation nationale en ce qui concerne le Brevet de l'enseigne-

ment moyen pour l'année scolaire 2019/2020. Ces instructions stipulaient que le BEM était facultatif en ce sens où, pour les élèves scolarisés, ce n'était plus un diplôme nécessaire pour le passage en classe supérieure. Ce passage se faisant en calculant la moyenne des deux premiers trimestres, laquelle devait être égale ou supérieure à 9 sur 20. Toutefois, les élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 9 sur 20 avaient la possibilité de passer les épreuves du BEM, dont la note était prise en compte pour leur passage. Pour l'examen du baccalauréat/session 2021, prévu du 20 au 24 juin, le nombre des candidats est de 731 723. Le nombre global concerne 459 545 candidats scolarisés (180 833 garçons et 278 712 filles) et 272 178 candidats libres. T. K.

Campagne électorale

Que promettent les candidats indépendants ?

Les candidats indépendants aux prochaines élections législatives tentent de rivaliser avec les listes de partis et s'imposent sur l'échiquier politique. A travers des programmes et des idées expliqués par des actions de proximité, ces prétendants à la chambre basse du Parlement sont en quête de la confiance des électeurs.

A Bida, les candidats des listes indépendantes misent sur les zones d'ombre dans lesquelles ils animent des activités et rencontres de proximité. Les candidats de la liste «Afak», par la voix de sa chargée de communication, a indiqué avoir axé leur campagne électorale «sur les activités de proximité et ont choisi le public parmi les zones d'ombre afin de sensibiliser les populations de ces régions sur l'impératif du changement pour édifier la nouvelle Algérie». La même démarche est adoptée par la liste indépendante

«Nahdhat Achabab», dont le programme comprend un axe consacré au développement des zones d'ombre. «Nous avons tracé un plan intégré de développement, axé sur la réhabilitation de la ressource humaine au niveau des zones d'ombre, à travers l'emploi dans des entreprises de la région et le renforcement du réseau routier et ferroviaire pour améliorer les liaisons entre les zones d'ombre et entre ces dernières et les différentes villes». Dans la wilaya de Ouargla, les candidats de la liste «En-Nadjah» s'engagent à défendre, dans le cadre du projet de l'Algérie Nouvelle, les attentes de la population de Ouargla à travers une «sérieuse» prise en charge de leurs attentes et leur transfert aux différents départements ministériels, notamment les questions liées aux secteurs en rapport direct avec le quotidien du citoyen, dont la santé, l'emploi, le logement et l'investis-

sement agricole et industriel. La liste indépendante «El-Wihda ouel Aâmel» (Unité et Action) mise, quant à elle, sur la promotion de la femme au foyer en tant qu'un des piliers de la société et le développement des opportunités d'investissement dans la wilaya. Pour Belkheir Touggourt, candidat sur cette liste, «le programme électoral, peaufiné minutieusement et touchant divers secteurs, focalise, dans son chapitre social, sur la mise en place de mécanismes visant à promouvoir la femme au foyer dans le cadre d'une vision nouvelle et globale de la famille, cellule de base de la société». Pour leur part, les indépendants de «La liste populaire d'Oran», regroupant des candidats de la capitale de l'ouest du pays, font de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets pour concrétiser leurs idées sur le terrain, une priorité de leur programme électoral. Un de ces

candidats, Touimi Boualem, a indiqué que le programme électoral de cette liste se concentre principalement, lors des rencontres de proximité dans le cadre de la campagne électorale, sur la catégorie de jeunes porteurs de projets et idées innovantes qui revendiquent des assiettes foncières au niveau des zones d'activités pour concrétiser leurs projets. Dans cette même wilaya, la liste indépendante «La justice sociale» d'Oran a axé son programme électoral sur plusieurs projets viables pour consacrer la transparence et l'équité en matière d'offre d'emplois et de développement de l'entrepreneuriat, a indiqué l'un de ses candidats. A Adrar, des candidats de la liste indépendante «Nouvelle génération d'Adrar», affirment, quant à eux, présenter à travers leur programme électoral de nouvelles approches de développement pour répondre aux attentes de la population

LA QUESTION DU JOUR

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (2)

Suite de la page une

Si il est aussi important que lors du référendum constitutionnel, ou davantage, cela voudra dire que la victoire à l'occasion de cette consultation sera revenue à ceux qui de façon délibérée et même concertée se sont opposés à sa tenue. Avant ce référendum, il est vrai marqué quant à lui par une faible participation, une autre échéance a eu lieu, la présidentielle, où l'abstention n'a pas été aussi considérable, bien qu'elle fût grande. Si celle-ci a été de façon nette plus importante que lors de la présidentielle, qui pourtant s'est déroulée dans le même contexte houleux, c'est probablement dû au fait que les gouvernants n'ont pas su garder mobilisés les quelque 10 millions d'électeurs du 12 décembre 2019. Ils se sont plus préoccupés en effet à cette deuxième occasion de convaincre ceux qui se nomment les hirakistes d'aller voter que d'en appeler à leurs fidèles. Une erreur de communication dont tout indique qu'ils sont revenus. Et que du reste il leur serait aujourd'hui difficile de commettre, la nature de la consultation faisant porter sur les compétiteurs le poids de la mobilisation. Aux partis et aux indépendants de donner envie aux électeurs de s'exprimer massivement, de leur accorder ce faisant la victoire. La campagne étant à sa première semaine, il n'est pas facile de voir dès maintenant s'ils en sont ou non capables. Toujours est-il qu'il semble que cette tâche soit plus facile pour les islamistes que pour les nationalistes, dont les partis, le FLN et le RND, ont été mis à mal ces derniers temps. D'anciens secrétaires généraux, deux du premier et un du second, purgent pour l'heure des peines de prison. La candidature du secrétaire général en exercice du FLN a été rejetée par l'ANIE, ce qui est un comble, sinon le coup de grâce. A la suite de quoi l'Organisation des moudjahidine elle-même a demandé que le sigle FLN lui soit enlevé.

M. H.

locale. L'ouverture d'un pôle universitaire pour accompagner le développement local et l'introduction de nouvelles spécialités «de qualité» à l'Université dans les domaines médical, pharmaceutique, les sciences techniques, les hydrocarbures, en plus de conclure des conventions de partenariat pour la formation continue dans ces segments, en vue de former une main-d'œuvre qualifiée dans la région, sont parmi les points phares de leur programme électoral.

Aomar Fekrache

CapDel

Pour une participation renforcée du citoyen dans la gestion des affaires locales

■ Les projets lancés dans le cadre du programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local (CapDel) contribuent à la promotion de la démocratie participative en renforçant l'implication du citoyen dans la gestion des affaires locales, a indiqué, lundi, le directeur national du programme, Mohamed Dahmani.

Par Hamid N.

S'exprimant lors d'un point de presse en marge d'une rencontre d'évaluation participative des projets associatifs des communes pilotes du CapDel qui se tient du 24 au 26 mai à Alger, M. Dahmani a indiqué que l'objectif du programme CapDel est de «promouvoir la participation des citoyens dans la gestion des affaires locales, en l'occurrence communale, donc de renforcer la démocratie participative».

Revenant sur les 40 projets financés à plus de 1,4 million d'euro par l'Union européenne, le Pnud et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités

locales et de l'Aménagement du territoire, et lancés dans 8 communes pilotes, à savoir Babar (Khenchela), Djanet, Djemila (Sétif), El-Khroub (Constantine), Ghazaouet (Tlemcen), Messaad (Djelfa), Ouled Ben Abdelkader (Chlef) et Timimoun, M. Dahmani a fait savoir qu'ils ont porté sur le renforcement du rôle de la société civile dans le processus de la gouvernance concertée et son rôle dans le développement économique local (DEL).

Pas moins de 16 projets financés concernent le secteur de l'Artisanat et les métiers et le patrimoine culturel, 3 projets intéressent l'agriculture, 3 le secteur de l'Environnement, 9 projets l'amélioration de la vie des citoyens et 9 autres concernent le renforcement des capacités de la société civile, a affirmé le directeur national du programme CapDel. Il a, à cette occasion, annoncé qu'un projet-pilote de mise en œuvre du premier plan local de prévention contre des risques majeurs sera élaboré au niveau de la commune d'Ouled Ben Abdelkader, à Chlef, dans le cadre du programme CapDel.

Le même responsable a estimé qu'il ne peut pas y avoir de développement durable «sans une bonne prévention des risques majeurs et de bonnes prestations du service public et la gestion des risques».

Les associations, ajoute M. Dahmani, auront un rôle à jouer à travers la mise en œuvre des plans de prévention multirisques qui seront élaborés, en sus de «doter les communes d'un réseau informatique avec la création de sites internet et de



plateformes virtuelles de participation citoyenne».

De son côté, Imane Hayef, conseillère technique principale du Programme CapDel, a estimé que les associations «peuvent être catalyseurs de développement économique parce qu'elles ont cette capacité de jouer un rôle d'animateur au niveau de ces alliances des acteurs de territoire».

Dans le cadre du CapDel, ajoute M^{me} Hayef, le Pnud apporte un appui technique dans les grandes thématiques, notamment celle du développement économique et du développement local dans les perspectives

de la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD). Parmi les porteurs des projets CapDel, l'association «Al Amel» pour les enfants autistes de la wilaya de Timimoun a lancé un projet «les couleurs de l'espoir» qui consiste à ouvrir un atelier pour les enfants souffrant d'autisme pour assurer une prise en charge orthophoniste, pédagogique et psychologique, souligne Lazgham Mimouna, présidente de l'association et mère d'un enfant autiste.

M^{me} Lazgham affirme que des sessions au profit des parents d'enfants autistes dans la wilaya

de Timimoun ont été organisées dans le cadre de ce projet, en vue de les aider à mieux prendre en charge leurs enfants. Pour sa part, l'association «Authenticité et créativité» de Babar, à Khenchela, gère le projet de développement et de modernisation du tapis local, de sorte à ce qu'il soit un «produit répondant aux normes du marché international», selon Drahem Sofiane, membre de l'association, qui s'est félicité d'avoir déjà atteint la phase de production et formé plusieurs femmes et des techniciens pour concevoir les maquettes.

H. N.

Vaccin anti-Covid 19 Un nouveau quota de 30 000 doses pour Oran

UN QUOTA de 30 000 doses du vaccin anti-Covid-19 sera réceptionné «dans les prochaines heures» par la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran, a-t-on appris, hier, de cette instance.

«Il s'agit du cinquième quota réceptionné par la wilaya d'Oran et le plus important, ce qui nous permettra de vacciner presque l'ensemble des personnes inscrites sur la plateforme numérique de vaccination», a précisé à l'APS le chargé de communication, D' Youcef Boukhari.

«Avec ce nouveau quota, administré en deux doses avec un intervalle de 15 jours, nous pourrions vacciner 15 000 personnes, sachant que le nombre d'inscrits sur cette plateforme s'élève à presque 16 000 personnes», a-t-il fait savoir.

Le même responsable a ajouté qu'«une fois ce quota épuisé, et avec la réception d'un prochain quota, nous pourrions faire baisser l'âge des personnes à vacciner, qui est actuellement fixé à 50 ans mais souffrant d'une maladie chronique».

Jusqu'à présent, quelque 15 000 personnes ont été vaccinées dans la wilaya d'Oran depuis le début de la campagne de vaccination. Quatre quotas de vaccins ont déjà été épuisés, a rappelé la même source.

Le même responsable a noté que la campagne de vaccination, lancée officiellement le 2 février dernier, se poursuit «dans de bonnes conditions», relevant qu'une forte demande sur la vaccination a été enregistrée.

Yanis B.

Développement de l'énergie renouvelable en Algérie

De grands changements à moyen terme

Le volet développement des énergies renouvelables connaîtra de «grands changements à moyen terme» à la lumière des orientations des pouvoirs publics, a affirmé, lundi à Oran, le président-directeur général (P-dg) du Groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras.

«Le volet développement des énergies renouvelables connaîtra de grands changements à moyen terme à la lumière des nouvelles orientations prises par les autorités publiques pour activer ce programme à travers la réalisation de 5 600 mégawatts en début de l'année 2028», a indiqué M. Boulakhras à l'ouverture de la 11^e édition du Salon international des énergies renouvelables, des énergies

propres et du développement durable (ERA) au Centre des conventions d'Oran.

«Cette question nécessite de nouveaux mécanismes pour financer et élaborer les programmes, en collaboration avec des opérateurs du pays et de l'étranger par différentes formes (investissement classique), a-t-il toutefois précisé.

Le P-dg de Sonelgaz a indiqué que les énergies renouvelables s'insèrent à grande échelle dans le mix énergétique en donnant une place importante à l'énergie solaire qui constitue une priorité, faisant observer que le gaz naturel «a un avenir prometteur car disponible, et outre ses caractéristiques écologiques, il dispose de cette capacité d'avoir des partenariats

fiables avec les énergies renouvelables». Le gaz naturel, a-t-il considéré, est «un carburant idéal» qui permet la transition énergétique et son accompagnement progressif avec un mix énergétique effectif qui transforme tout ce processus en un nouveau modèle énergétique dans sa partie relative à la production, parallèlement à la poursuite des efforts dans sa partie relative au modèle de consommation.

«Le Groupe Sonelgaz envisage de se positionner en tant qu'investisseur dans le domaine des énergies renouvelables, au moins dans les premières tranches lancées par les autorités publiques, surtout que son expérience dans la création et la gestion de projets d'investisse-

ment mixte dans la production d'électricité l'habilite à devenir un investisseur parrain dans le domaine des EnR (Energie nouvelle et renouvelable) pas seulement en Algérie mais au niveau continental et international».

Le P-dg de Sonelgaz a souligné, dans ce cadre, que son groupe planifie pour se positionner en tant qu'investisseur en matière de prise en charge et financement des infrastructures de base des énergies renouvelables, ajoutant qu'il ambitionne d'être leader pour la partie algérienne à l'échelle internationale sans exclure le secteur privé. «Les secteurs public et privé doivent s'engager et investir dans le domaine pour aboutir aux résultats escomptés», a-t-il déclaré.

R. D.

L'Algérie appelée à conduire à la cristallisation du marché commun

■ Les participants au Forum africain de l'investissement et du commerce ont appelé, lundi, l'Algérie à conduire les pays africains vers la cristallisation de leur marché commun, escompté dans le cadre de la Zone de libre échange commercial africain (Zlecaf), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.



Par Salem K.

Lors de ce Forum, organisé sous le thème «La production africaine», en présence de quelque 350 opérateurs économiques et plus de 49 pays africains, le Conseiller du président de la République en charge des affaires économiques, Abdelaziz Khelifa, a indiqué que l'objectif suprême de l'Algérie, à la tête de la locomotive économique africaine, est de faire passer le Continent de la sphère des pays en développement à celle des pays avancés, à travers l'encouragement de la coopération interafricaine.

De son côté, le directeur général du Centre arabo-africain

d'investissement et de développement (Caaid), Amine Boutalbi, a mis en avant le rôle d'avant-garde qui incombe à l'Algérie pour le développement durable dans le continent, affirmant que l'Afrique verra, dans les dix prochaines années, une grande relance économique grâce à ses ressources et richesses.

A ce propos, le représentant de l'UA, Hussein Hassen, a estimé que l'investissement interafricain doit constituer le véritable moteur de l'économie africaine, appelant les 55 pays du continent à promouvoir la coopération et à créer des partenariats fructueux dans les divers domaines commerciaux, industriels et agricoles, qui

soient bénéfiques pour l'ensemble de l'Afrique.

Lors de ce Forum organisé par le Caaid, des représentants des ambassades africaines ont appelé l'Algérie à conduire les pays africains vers la cristallisation du marché commun continental et à favoriser les opportunités d'investissement interafricain, y compris l'exportation des produits algériens dans tout le continent.

Dans ce sens, l'ambassadeur du Soudan à Alger, Elabeid Mohamed Elabeid, a mis l'accent sur l'importance d'intensifier la coopération entre les Etats africains pour réaliser un développement durable d'envergure en Afrique.

Pour l'ambassadeur de l'Etat

du Sénégal à Alger, Serene Diyay, «il incombe à l'Algérie de conduire la locomotive du développement durable en Afrique, à travers la Zlecaf, à même de favoriser la diversification de l'économie africaine et l'autosuffisance du continent».

Il a rappelé, dans ce contexte, la collaboration de l'Algérie avec le Sénégal dans le domaine énergétique, notamment dans le domaine des bases pétrolières et de la production énergétique et gazière, au regard de sa grande expérience en la matière, ajoutant que cette coopération a englobé également les domaines industriel et agricole.

L'ambassadeur de l'Etat du Cameroun à Alger, Komidor Hamidou Njimoluh, a indiqué, pour sa part, que son pays tend à asseoir une production locale qui lui épargne l'importation et à encourager l'exportation vers les différents pays africains dans le cadre de la Zlecaf.

Les Etats africains gagneraient à collaborer entre eux pour le développement de leur production locale à travers l'investissement interafricain afin d'ériger le marché africain en véritable marché, a-t-il souligné.

Saluant la création de la Zlecaf, l'ambassadeur d'Ethiopie, Nabyat Getachou, a relevé qu'elle est un investissement gagnant pour le continent africain, à court et long terme.

Une exposition, organisée en marge du Forum, a regroupé plus de 80 exposants de produits locaux algériens des deux secteurs privé et public concernés par l'exportation vers l'Afrique.

Ce Forum de deux jours a vu l'organisation d'ateliers de formation et de rencontres B to B.

S. K.

Illizi

Gel de l'exportation de sel dans le cadre du commerce de troc

L'exportation par les opérateurs économiques de sel de table et brut dans le cadre du commerce de troc avec le Mali et le Niger a été gelée sur décision de la Direction du commerce de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris, lundi, auprès de cette instance.

Cette décision, qui ne mentionne pas les raisons du gel, intervient pour suspendre l'exportation de ce produit (sel brut et de table) qui avait été inclus dans la nomenclature des marchandises éligibles à l'exportation dans le cadre du troc frontalier avec le Mali et le Niger, a précisé la Direction du commerce dans un communiqué.

Les mêmes services avaient auparavant établi des autorisations d'importation du cheptel (ovin, caprin et camelin) au profit des opérateurs économiques activant dans ce genre d'échanges commerciaux, après que cette activité ait été suspendue provisoirement sur décision de la wilaya par mesure préventive contre la transmission des zoonoses. Selon le document de la Direction du commerce de la wilaya, la décision d'interdiction de l'importation des fruits tropicaux (mangue, ananas, noix de coco, banane, avocat et kiwi) demeure en vigueur afin d'éviter la propagation de maladies et pour la protection de la richesse végétale. Pas moins de onze opérateurs économiques activent dans le cadre du commerce de troc leur ouvrant droit à l'exportation de 14 produits algériens, dont les dattes, les couvertures, les articles d'artisanat, le savon en poudre, les olives, le miel, les ustensiles en plastique et les produits détergents. La liste des marchandises éligibles à l'importation dans le cadre de ce type d'échanges commerciaux comprend 36 produits, dont le henné, le thé vert, les épices, le miel, les aliments de bétail, le tissu et les effets vestimentaires locaux (targuis). Le commerce de troc, opéré avec le Mali et le Niger, concerne les wilayas d'Adrar, Illizi, Tamanrasset et Tindouf, en vertu d'un arrêté interministériel (Commerce et Finances) publié au *Journal officiel* N° 44.

O. N.

Feux de forêt

Le ministère de l'Agriculture prépare sa campagne de lutte

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a présidé, lundi à Alger, les travaux de la réunion annuelle de la Commission nationale de protection des forêts (Cnfp) organisés dans le cadre de la préparation de la campagne 2021 de prévention et de lutte contre les feux de forêt.

Cette rencontre a regroupé des cadres du ministère et de la Direction générale des forêts pour se concerter sur les mesures et les dispositions nécessaires afin de prévenir et de lutter d'une façon coordonnée et concertée contre ce fléau, a-t-on appris auprès du ministère.

Ainsi, pour la campagne

2021, il est prévu d'accentuer les moyens de lutte par d'importants renforts en moyens humains et matériels de la Protection civile, notamment les colonnes mobiles, a-t-on expliqué.

Selon les précisions du ministère, le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt, mis en place à travers les Conservations des forêts des 40 wilayas, est composé de 404 postes de vigie chargés de la surveillance et l'alerte avec un effectif de mobiliser de 940 éléments de 478 brigades mobiles avec un effectif de 2 675 éléments chargés de la première intervention.

En outre, 2 892 points d'eau situés en forêt ou à proximité ont

été recensés et serviront à approvisionner en eau des moyens d'interventions des CCFLL (camions, nouveaux camions-citernes feux de forêt légers). Pour renforcer ses moyens de lutte, la DGF prévoit pour cette campagne l'acquisition de 80 nouveaux CCFLL supplémentaires, en portant leur nombre à 244 unités.

La DGF compte, par ailleurs, déployer 30 colonnes mobiles d'intervention couvrant la totalité de la région du nord du pays, de manière à appuyer les wilayas les plus affectées par les incendies de forêt.

Durant la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de l'année 2020, la

superficie totale parcourue par le feu était de 43 918 ha, engendrés par 3 493 foyers d'incendies, dont 38 % de forêts (représentant 16 570 ha), 32 % maquis (13 880 ha) et 30 % de broussailles (13 467 ha).

Cela représente une moyenne de 23 foyers/jour et une superficie de 12,57 ha/foyer.

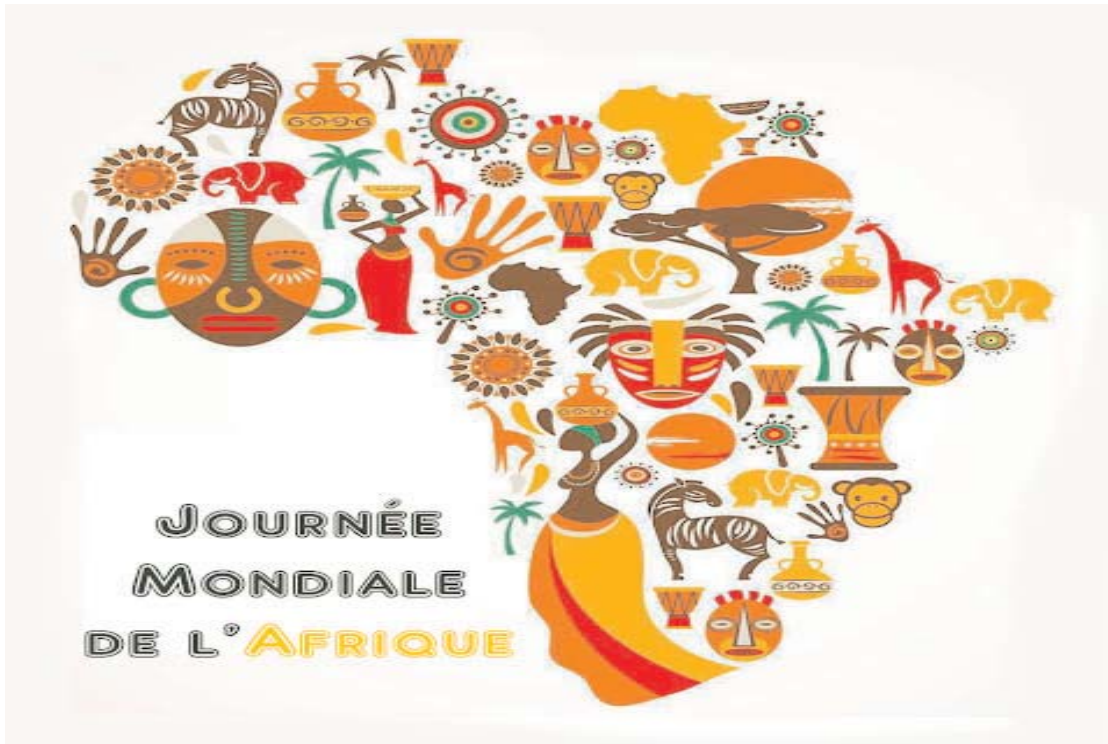
Parmi les wilayas les plus touchées par les incendies de forêt, figurent Tizi Ouzou avec une moyenne de 12 incendies par jour et 375 foyers, Jijel avec une moyenne de 12 incendies et 356 foyers/jour, Tipaza avec 11 incendies et 350 foyers ainsi que Béjaïa avec 6 incendies et 188 foyers.

Ali G.

Journée mondiale de l'Afrique

Art, culture et patrimoine comme leviers de développement

■ La Journée mondiale de l'Afrique a été célébrée ce 25 mai sous le thème «Art, culture et patrimoine comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons». La commémoration de cet événement, qui coïncide avec la création de l'Organisation de l'union africaine (OUA) en 1963, se veut, entre autres, une occasion pour mettre en valeur la richesse culturelle du continent noir.



Par Adéla S.

Chaque année, les thèmes arrêtés mettent en avant les efforts des pays africains pour concrétiser les objectifs stratégiques de l'Union africaine comme la décolonisation, la résolution des conflits armés, le maintien de la paix, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, ou encore récupérer le patrimoine spolié par les anciennes puissances colo-

niales.

Mourad Lamoudi, membre du Conseil économique, social et culturel (Ecosocc) de l'Union africaine, estime que le thème choisi cette année complète celui de 2020, «Faire taire les armes en Afrique», deux thèmes qui s'inscrivent en droite ligne avec les «objectifs de la création de l'OUA et de son comité de libération».

Il a également rappelé que l'Algérie a été pionnière dans la mise en valeur de la richesse culturelle du continent, rappelant

que les deux seules éditions du Festival culturel panafricain ont été organisées par l'Algérie.

Mourad Lamoudi a indiqué que le comité Ecosocc a invité l'ensemble des pays africains à initier des actions pour marquer cette journée, tout en admettant que les célébrations seront «limitées pour cause de pandémie de coronavirus». En Algérie l'association «La voix de l'enfant» de la wilaya de Béjaïa, dont la vice-présidente Zineb Ayadi est également membre du Conseil éco-

nomique, social et culturel de l'Union africaine, a lancé des ateliers artistiques à l'adresse des enfants pour sensibiliser ses adhérents au rôle de l'art et de la culture dans la concrétisation et le maintien de la paix.

Cette association, membre de l'Ecosocc depuis trois ans, avait également programmé une campagne d'information et de sensibilisation autour du thème «Faire taire les armes en Afrique» en 2020, en plus de conférences virtuelles sur ce thème.

Sauvegarde du patrimoine en péril

Un engagement de l'Algérie

Depuis près d'une décennie, l'Algérie a consenti de grands efforts pour la préservation de son patrimoine culturel en péril, mais aussi pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine commun partagé avec d'autres pays voisins, notamment dans le domaine de la recherche, de la transmission et des classements internationaux. L'Algérie s'était engagée auprès de l'Unesco pour prendre en charge complètement ou en partie les dossiers de classements internationaux des éléments du patrimoine immatériel partagés avec les pays voisins et d'apporter une assistance technique et scientifique pour présenter des dossiers internationaux et mettre en place des opérations de sauvegarde. L'Imzad aura été le premier dossier international déposé au nom de l'Algérie, du Mali et du Niger et classé sur la liste

représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en décembre 2013. L'élaboration du dossier des pratiques et savoirs liés à l'Imzad, vieille monodie ancestrale jouée et fabriquée exclusivement par les femmes touarègues, est le couronnement de cinq ans d'efforts d'institutions culturelles, dont l'Office du parc national de l'Ahaggar (Opna) pour inventorier et enregistrer toutes les pratiques liées à l'Imzad, menacées autrement d'une disparition certaine. Après avoir encouragé les quelques rares joueuses encore vivantes à initier les jeunes de Tamanrasset à la pratique de l'Imzad, l'Opna et le Cnrpah (Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique) ont entamé des travaux de recherche, menés entre autres par Dida Badi, au sein des communautés touarèges d'Algérie, du

Mali et du Niger. Autre dossier international classé sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2020, le couscous et les savoirs, savoir-faire et pratiques liés à sa production, classé comme patrimoine maghrébin au nom de l'Algérie, de la Tunisie, de la Mauritanie et du Maroc. Ces efforts pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel africain, impulsés par le Festival culturel panafricain de 2009, se traduisent également par des projets d'envergure conti-

mentale à l'image du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'Unesco, inauguré à Alger en 2019, et par le projet du grand musée d'Afrique confié à l'Algérie par l'Union africaine, l'un des projets majeurs de l'agenda de l'UA pour l'année 2063, et dont l'Algérie s'est engagée à en faire un pôle culturel prestigieux et un phare du rayonnement culturel du continent africain.

L. B.

La Journée de l'Afrique, qui célèbre l'anniversaire de la signature des accords de l'OUA le 25 mai 1963, représente le symbole du combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique et social, en plus de la valorisation et l'exploitation de la richesse culturelle africaine. C'est aussi l'occasion pour chaque pays d'organiser des manifestations dans le but de favoriser le rapprochement entre les peuples africains.

A. S.

Etablissements Arts et culture Programme ludique et éducatif spécial Enfants

L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger a concocté un programme spécial enfants ce week-end dans l'ensemble de ses structures installées au niveau d'Alger. Au menu de ce programme ludique et éducatif, animations clown, pièces théâtrales, afin de passer d'agréables moments de partage, de divertissement et de détente, en respectant les mesures sanitaires contre la pandémie.

Les établissements concernés par ce programme sont la salle de cinéma Sahel (Chéraga), l'Ecole de musique Abdelkrim-Dali (Kouba), la Maison d'arts et de la musique Abdelhamid-Benhedougua, le Centre Culturel Haroun Rachid (Oued Koreich), l'école de musique Mohamed-Yekhlief (Zéralda), la salle Ibn Khaldoun et le théâtre de verdure Laadi-Flici.

Librairie Point Virgule Présentation du livre «Inig...» de Amar Abba

La librairie Point virgule de Chéraga vous convie le 29 mai, au sein de sa librairie, à une rencontre et dédicace à partir de 15h00 avec l'écrivain Amar Abba pour la présentation de son livre «Inig, voyage dans l'œuvre poétique de Lounis Aït Menguellet». Un ouvrage préfacé par Yasmina Khadra.

Théâtre national algérien

«Charie el Mounafiqine» à l'affiche

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi a l'honneur de vous faire part d'un changement dans sa programmation des représentations de sa nouvelle production,

«Charie el Mounafiqine», écrite et mise en scène par Ahmed Rezzak. Ainsi, la pièce théâtrale sera présentée :

Judi 27 mai 2021 à 18h, samedi 29 mai 2021 à 15h ;

mardi 1^{er} juin 2021 à 18h, mercredi 2 juin 2021 à 18h et enfin jeudi 3 juin 2021 à 18h et ce, au niveau de la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national.



Bélarus

L'opposition demande encore plus de pressions contre le régime

■ L'opposition bélarusse a appelé hier, au lendemain de sanctions européennes, les États-Unis et le G7 à augmenter la pression sur le régime d'Alexandre Loukachenko, accusé d'avoir détourné un avion pour arrêter un opposant qui voyageait à bord.

Par Mourad M.

L'Union européenne a décidé lundi soir de fermer l'espace aérien du bloc au Bélarus, République ex-soviétique frontalière de l'UE, et d'adopter un nouveau train de sanctions contre des hauts responsables et des entités d'État.

Après un entretien avec le conseiller américain à la sécurité nationale Jake Sullivan, la cheffe de l'opposition bélarusse, Svetlana Tikhanovskaïa, a appelé sur Twitter «les États-Unis à isoler le régime et à faire pression avec des sanctions».

La candidate à la présidence de l'août 2020, forcée de se réfugier en Lituanie l'été passé, a aussi réclamé, dans un message publié sur Telegram, «la participation des forces démocratiques bélarusses au G7» prévu du 11 au 13 juin au Royaume-Uni.

Elle a également appelé de ses vœux la tenue cet été d'une conférence internationale de haut niveau pour résoudre la crise au Bélarus.

Le président bélarusse, Alexandre Loukachenko, devait s'exprimer sur cette crise hier, selon une chaîne Telegram considérée comme un canal non officiel de la

Présidence.

Les autorités bélarusses sont accusées d'avoir dérotté un vol commercial Athènes-Vilnius vers Minsk, à cause d'une prétendue alerte à la bombe afin de pouvoir arrêter Roman Protassevitch, un journaliste d'opposition âgé de 26 ans qui était à bord. Sa compagne, Sofia Sapéga, une ressortissante russe, a également été arrêtée.

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé la version bélarusse, faisant état d'une menace de bombe attribuée au Hamas palestinien, d'«absolument pas crédible».

Le jeune homme est un ancien rédacteur en chef de l'influent média d'opposition «Nexta», qui avait aidé la mobilisation en masse des Bélarusses lors de la contestation de 2020. Son pays l'accuse d'être «impliqué dans des activités terroristes».

La télévision bélarusse a diffusé lundi soir une vidéo du jeune homme, filmée selon cette source dans une prison de Minsk, dans laquelle il avoue avoir organisé des «troubles» dans le pays.

Les autorités bélarusses ont l'habitude de diffuser des confessions de détracteurs du régime filmées sous la contrainte. M^{me} Tikhanovskaïa en a elle-même

été victime avant sa fuite vers Vilnius l'été dernier.

Selon elle, «il n'y a aucun doute que Roman est la victime de tortures dans le donjon de la prison». Le père de l'opposant, joint par l'AFP, est également persuadé que son fils, qui apparaît nerveux dans les images, a été battu. «Il est clair qu'on lui a physiquement fait du mal, on peut voir des traces de coups sur le visage», a estimé Dmitri Protassevitch, qui vit en Pologne.

«Il parle de manière inhabituelle pour lui, il ne parlerait pas comme ça. Ce ne sont pas ses mots, il est clair qu'il lisait ce qu'on lui avait dit de lire», poursuit-il.

Moscou, allié stratégique de M. Loukachenko, a apporté son soutien à Minsk, estimant que depuis le début de la crise, l'approche bélarusse est «tout à fait raisonnable», selon le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

Il a en revanche demandé un accès consulaire à la petite amie de l'opposant, arrêtée avec lui.

Mais les sanctions décidées par l'UE ont eu leurs premiers effets.

D'importantes compagnies aériennes, comme Air France,



PHOTO: D. R.

Singapore Airlines ou Lufthansa ont annoncé qu'elles éviteront les cieux bélarusses, une recommandation de l'UE. Près de 2 000 appareils effectuant des vols commerciaux empruntent chaque semaine l'espace aérien du Bélarus, a précisé l'organisation Eurocontrol. L'aéroport de Minsk était devenu ces dernières années un centre régional très utilisé par les ressortissants ukrainiens, géorgiens ou baltes, notamment car l'Ukraine et la Géorgie, du fait de leur conflit avec Moscou, n'ont pas de liaison directe avec la Russie.

Le régime d'Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, est déjà ciblé par de multiples sanctions occidentales pour avoir durement réprimé un mouvement de contestation

inédit qui a vu des dizaines de milliers de personnes défilier dans les rues en 2020 suite à la présidentielle d'août, jugée «triquée» par les Européens.

Les mesures de l'UE visent déjà 88 hauts responsables, dont le président, et sept entités.

Le régime bélarusse n'a cependant fait qu'accroître la répression, emprisonnant ou forçant à l'exil ses détracteurs.

Hier encore, sept opposants dont le chef d'un parti d'opposition, Pavel Severinets, ont été condamnés à des peines de quatre à sept ans de prison pour leur rôle dans des «troubles massifs», référence au mouvement de contestation de 2020.

M. M.

UE

Réouverture des frontières et pourparlers difficiles sur le climat au menu des 27

Après avoir décidé d'adopter un nouveau train de sanctions contre Minsk, les dirigeants des Vingt-Sept discutent hier à Bruxelles de la réouverture des frontières après la crise sanitaire et poursuivent leurs difficiles pourparlers sur le plan d'action de l'UE pour le climat.

Au premier jour de leur sommet, les chefs d'État et de gouvernement européens s'étaient rapidement accordés lundi soir pour durcir leur attitude face au régime d'Alexandre Loukachenko, accusé d'avoir dérotté un avion de ligne européen vers Minsk pour arrêter un dissident dont ils ont exigé la libération immédiate.

Leurs discussions, qui ont repris en présentiel hier vers 08h30 GMT, doivent notamment se concentrer sur leur coordination pour rouvrir progressivement les frontières à l'approche de l'été, à mesure qu'avancent les campagnes de vaccination et en vue de l'entrée en vigueur formelle au 1^{er} juillet du certificat sanitaire européen.

Eurodéputés et États membres se sont mis d'accord la semaine dernière sur ce pass commun destiné à faciliter les voyages dans l'Union européenne. Il attestera qu'une personne

a été vaccinée contre le Covid-19, qu'elle a passé un test négatif ou qu'elle est immunisée après avoir contracté la maladie.

«La discussion se concentre sur l'usage des certificats, il faut trouver un équilibre car certains pays veulent se réserver le droit d'imposer des mesures nationales (aux voyageurs) comme des quarantaines», observe un diplomate.

Les Vingt-Sept se sont aussi déjà entendus pour permettre l'entrée dans l'UE aux voyageurs de pays tiers ayant reçu les doses nécessaires de vaccins anti-Covid approuvés par les Européens.

La composition d'une liste de pays jugés «sûrs», actuellement restreinte à sept pays à partir desquels les voyages «non essentiels» vers l'UE sont autorisés, sera aussi évoquée, sans qu'une décision soit attendue hier.

«Le certificat sanitaire est particulièrement important pour redémarrer notre économie, avec la libre circulation des travailleurs mais aussi des touristes durant l'été», a souligné hier à son arrivée le Premier ministre croate, Andrej Plenkovic, dont le pays est très dépendant du tourisme.

Le sommet est également

l'occasion pour les dirigeants de parler à bâtons rompus de leurs positions sur le futur plan d'action climatique que doit proposer mi-juillet la Commission européenne en vue d'atteindre la neutralité carbone du continent à horizon 2050.

Les Vingt-Sept s'étaient accordés en décembre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990, mais sans aborder les façons d'y parvenir : ils veulent désormais fournir à la Commission des lignes directrices concrètes pour élaborer ses propositions.

Les conclusions de la réunion devraient rester «concises et générales», faute de disposer d'études d'impact en cours de réalisation, «mais ce débat informera la Commission sur où se situent les États par rapport au système répartissant entre les pays les efforts de réduction des émissions», souligne un diplomate.

Ce système comprend des secteurs (transports, bâtiments, agriculture, gestion des déchets...) actuellement exclus du marché des droits d'émissions carbone (ETS), strictement réservés aux entreprises de l'énergie et de l'industrie.



Commentaire

Tournée

Par Fouzia Mahmoudi

De nombreuses manifestations de soutien à la cause et au peuple palestinien se sont déroulées ces dernières semaines dans de nombreuses villes des États-Unis. Des manifestations assez inédites dans ce pays connu depuis des décennies pour son attachement viscéral à l'État israélien. Mais une partie des électeurs démocrates américains a depuis quelques années adopté la cause palestinienne, mettant aujourd'hui l'administration Biden dans l'embarras. D'ailleurs, si Joe Biden, lors de ce dernier conflit a, sans surprise, soutenu sans réserve les autorités israéliennes, il cherche toutefois à se montrer moins partisan que son prédécesseur et envoie le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, en Israël pour une tournée au Proche-Orient dans l'espoir de consolider la trêve entre l'État hébreu et le Hamas palestinien après plus d'une dizaine de jours d'affrontements sanglants. L'avion du chef de la diplomatie américaine s'est posé à Tel-Aviv, prélude à des entretiens à Jérusalem avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et à Ramallah, en Cisjordanie occupée, avec le Président palestinien Mahmoud Abbas, qui ne contrôle toutefois pas la bande de Gaza, territoire dirigé par les islamistes du Hamas. La réponse d'Israël sera «très puissante» si le mouvement islamiste Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza, viole le cessez-le-feu en vigueur depuis vendredi 21 mai, a prévenu hier le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. «Si le Hamas rompt le calme et attaque Israël, notre réponse sera très puissante». Antony Blinken a quant à lui réitéré son «soutien entier au droit d'Israël de se défendre». «Nous allons travailler de près avec nos partenaires afin de nous assurer que le Hamas ne bénéficie pas de l'aide à la reconstruction», a poursuivi à Jérusalem Antony Blinken, précisant qu'il allait annoncer plus tard en journée une contribution des États-Unis. Reste à voir quelles suites concrètes résulteront de cette tournée qui semble surtout faite pour que Washington puisse se placer une fois encore en médiateur, sans que malheureusement aucun résultat concret ne puisse être mis en avant. Les Palestiniens qui ont perdu leurs proches, leurs habitations et leurs biens, ne gagneront probablement rien de cette énième visite diplomatique qui ressemble à toutes celles que la région a déjà connues ces dernières décennies.

F. M.

Libye

Report de la plénière consacrée à l'adoption du budget 2021

■ Les représentants du peuple ont contesté les crédits accordés à la Tunisie et à la Turquie, exigeant la révision à la baisse de leurs montants.



Par Moncef Bey

La Chambre des représentants du peuple (Parlement) en Libye a reporté, lundi, la plénière consacrée à l'adoption du projet de loi sur le budget général de l'année 2021, à mardi,

faute de convergence auprès des parlementaires sur le budget proposé par le gouvernement, rapportent des médias libyens. «Les parlementaires ont jugé les montants arrêtés par le gouvernement supérieurs aux coûts réels des besoins fixés par le gouvernement durant la

période de transition devant prendre fin d'ici au 24 décembre prochain», ajoutent les mêmes sources. Les représentants du peuple ont contesté aussi les crédits accordés à la Tunisie et à la Turquie, exigeant la révision à la baisse des montants accordés, ajoute-t-on. Ils ont exigé

également l'intégration des augmentations dans les salaires accordés aux enseignants dans l'actuel budget. Le président de la Commission de la défense et de la sécurité auprès du Parlement, Tarek al-Djerouchi, a contesté, pour sa part, l'absence d'un budget pour l'institution militaire. Le projet de loi sur le budget général 2021, présenté lundi, a connu pourtant des modifications par rapport à la première version présentée le 20 avril dernier et qui a été rejetée par la Chambre des représentants du peuple pour manque de rigueur dans les dépenses. Le nouveau gouvernement de transition dirigé par Abdelhamid Dbeibah s'est fixé douze objectifs durant la période de transition. La résolution du problème de manque d'électricité et de l'eau, ainsi que la réédification des structures détruites par la

guerre sont les premières priorités, selon les autorités.

M. B.

Ceuta L'Espagne appelle le Maroc au respect des frontières

L'Espagne a appelé lundi le Maroc à respecter leurs frontières communes après l'entrée, la semaine dernière, de plus de 8 000 migrants dans l'enclave de Ceuta, dont un millier de mineurs qui s'y trouvent encore, selon les autorités.

La brusque arrivée de ces milliers de migrants dans l'enclave, rendue possible par la passivité des contrôles frontaliers côté marocain, a «provoqué une crise sans précédent ces dernières années entre l'Union européenne et le Maroc», a déploré le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, lors d'un sommet européen à Bruxelles.

«La relation entre l'UE et le Maroc, entre l'Espagne et le Maroc, est stratégique (...) mais elle doit reposer sur deux piliers fondamentaux», a-t-il déclaré dans des propos retransmis par les chaînes espagnoles.

«Le premier est la confiance et le second est le respect, en l'occurrence, le respect des frontières de l'Europe, des frontières de l'Espagne à Ceuta et Melilla, deux villes espagnoles enclavées sur la côte méditerranéenne du Maroc», selon lui.

Environ un millier de migrants mineurs se trouvaient par ailleurs encore lundi dans l'enclave espagnole de Ceuta, selon les autorités espagnoles.

Ces mineurs non accompagnés errent dans les rues ou sont hébergés dans des centres gérés par les autorités locales, qui doivent étudier chaque cas pour décider d'un renvoi vers le Maroc ou d'un maintien en Espagne. Un porte-parole du ministère espagnol de l'Intérieur a estimé à «autour de mille» le nombre de ces mineurs. Il a rappelé qu'«entre 8 000 et 9 000 migrants», un chiffre sans précédent, étaient entrés en début de semaine dernière à Ceuta.

Pour leur part, les autorités de Ceuta avaient même évoqué le chiffre de 10 000 personnes. La ville a une population d'environ 85 000 habitants. Quelque 7 500 personnes ont été renvoyées vers le Maroc, a déclaré ce porte-parole de l'Intérieur. Mais il n'a pas précisé combien de mineurs étaient déjà repartis pour le Maroc. Plusieurs ONG ont rappelé que des mineurs ne pouvaient pas être refoulés sans un examen préalable détaillé de leur situation. Deux migrants étaient morts par noyade en tentant de rallier Ceuta, alors qu'un jeune Marocain qui avait tenté de se pendre vendredi avait été sauvé de justesse.

R. M.

Tunisie

37 nouveaux décès et 1 069 nouvelles contaminations liés au coronavirus en 24 heures

Plus de 37 nouveaux décès et 1 069 nouvelles contaminations par le coronavirus, sur un total de 6 048 analyses effectuées, ont été enregistrés en 24 heures en Tunisie, a rapporté, lundi soir, le ministère de la Santé.

Dans son bulletin quotidien sur la situation sanitaire dans le pays, le ministère a indiqué que le nombre total de décès depuis l'apparition de l'épidémie en Tunisie a atteint 12 273 morts.

Le nombre total de guérisons s'est élevé à 297 123 cas après le rétablissement de 1 334 personnes. Selon la même source,

le taux de positivité a atteint 17,68 %.

Cent migrants secourus au large de la Tunisie

Un navire de l'armée tunisienne a secouru lundi cent migrants, parmi lesquels huit bébés et dix femmes, qui tentaient de rallier clandestinement l'Europe à bord d'une embarcation pneumatique au large de la Tunisie, a indiqué le ministère de la Défense. Partis à l'aube des côtes libyennes, ces migrants, «tous» originaires de pays d'Afrique subsaharienne, ont été

interceptés par un navire militaire tunisien au large de Zarzis, dans le sud-est de la Tunisie, a ajouté le ministère dans un communiqué.

«Ils étaient en danger. Le moteur de leur embarcation est tombé en panne», a précisé Mohamed Zekri, porte-parole du ministère.

Ils ont été emmenés sur la base maritime de Sfax (centre) «pour être par la suite présentés aux unités de la Garde nationale (gendarmérie) pour prendre les mesures juridiques nécessaires à leur rencontre», a indiqué le ministère, sans donner plus de

détails. La Tunisie porte régulièrement secours à des migrants partis de Libye voisine ayant fait naufrage en Méditerranée centrale, l'une des routes migratoires les plus meurtrières selon les Nations unies.

Le 18 mai, plus de 50 personnes ont été portées disparues et une trentaine ont été secourues au large de la Tunisie après le naufrage de leur bateau parti de Libye.

L'ONU a décompté plus de 700 morts en Méditerranée entre le 1^{er} janvier et le 17 mai 2021, et 1 400 en 2020.

H. N.

Territoires sahraouis occupés

Le Front Polisario condamne la montée des actes racistes commis par le Maroc

Le Front Polisario a dénoncé la montée effroyable des actes racistes et les graves violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire (DIH) perpétrées par le Maroc contre des civils, des militants, des juristes et des journalistes dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Dans une lettre adressée à sa représentation en Suisse, auprès de l'ONU et des organisations internationales à Genève, généralisée aux membres du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, le Front Polisario a dénoncé «le déploiement des forces d'occupation, le 13 novembre dernier, dans la zone tampon d'El Guerguerat, et l'agression contre des civils sahraouis qui manifestaient pacifiquement en protestation contre les violations marocaines des droits de l'Homme et l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les territoires occupés», faisant fi de l'ac-

cord de cessez-le-feu.

Le Front Polisario a affirmé, en outre, son «rejet» des démarches marocaines visant à imposer la politique du fait accompli au Sahara occidental et à légitimer son occupation, à travers les commissions du Conseil national marocain des droits de l'Homme ou via le Croissant-Rouge marocain, appelant le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) «à renforcer la coopération avec le Front Polisario pour assurer une meilleure protection aux victimes des violations».

Rappelant que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) compte parmi les membres fondateurs de l'Union africaine (UA), le Front Polisario «s'est fortement indigné» de la signature par un groupe d'Etats africains d'un communiqué lu par la délégation marocaine devant le Conseil des droits de l'Homme le 25 février 2021, pour

appuyer la prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental occupé, en contradiction avec le statut juridique international et les nombreuses décisions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité, outre les violations des principes mentionnés dans l'article 4 de l'acte constitutif de l'UA, selon le document.

Par ailleurs, le Front Polisario a fait part au Conseil onusien des droits de l'Homme, de «sa profonde inquiétude» suite au refus par les autorités marocaines d'appliquer les recommandations du Comité anti-torture (CPT), novembre 2016, en faveur du militant sahraoui Naâma Asfari, détenu depuis 2010.

Le Front a également affirmé sa «préoccupation» face à l'atmosphère sine die, depuis mars 2019, de la visite du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avo-

cats, Garcia Sayin, mais également face au refus par le Royaume marocain d'autoriser une autre présence des commissions techniques de la commission, dont la Minurso.

Par ailleurs, le Polisario a mis en garde contre le fait que les contributions annuelles du Royaume à la Commission onusienne des droits de l'Homme «ne compromettent pas l'indépendance et l'impartialité de son bureau vis-à-vis des violations perpétrées dans les Territoires occupés».

A ce propos, le Front a appelé le Haut-Commissariat des droits de l'Homme (HCDH) à «faire preuve de fidélité et de loyauté envers les engagements pris auparavant, à travers l'envoi sans délai d'une délégation aux territoires occupés et la transmission du rapport à la 47^e session du Conseil des droits de l'Homme».

Hania Y.



Coupe de la Confédération (1/2 finale - retour)
JSK-Coton Sport au stade du 5-Juillet

La direction de la JS Kabylie a formulé hier une demande à l'Office du Complexe olympique, pour recevoir les Camerounais du Coton Sport au stade du 5-Juillet, le samedi 26 juin, dans le cadre des demi-finales (retour) de la Coupe de la Confédération de football (CAF), a appris l'APS, lundi, auprès du club pensionnaire de la Ligue 1. «Nous allons saisir mardi (hier) la direction de l'OCO pour demander à jouer le match retour des demi-finales au stade du 5-Juillet, le samedi 26 juin prochain. C'est le souhait du staff technique et des joueurs, qui s'expriment mieux sur gazon naturel», a indiqué à l'APS le directeur sportif des «Canaris»,

Kamel Abdeslam. La JSK a validé dimanche son ticket pour le dernier carré, malgré le nul concédé au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou face aux Tunisiens du CS Sfax (1-1). A l'aller, la JSK s'était imposée à Sfax (1-0).

«Nous allons demander à la CAF de jouer en nocturne (20h00), d'autant qu'on sera au début de l'été. Dans le cas contraire, le coup d'envoi sera donné à 17h00», a-t-il ajouté. Avant la seconde manche à domicile, les joueurs de l'entraîneur français Denis Lavagne joueront la première manche le dimanche 20 juin au stade de Garoua.

USM Alger

Opéré, Loucif sera absent trois mois

Le latéral droit de l'USM Alger, Haïthem Loucif, blessé à la cheville lors de la 21^e journée de championnat contre à la JS Saoura (2-0), a été opéré ce lundi et son indisponibilité devrait s'étendre à environ trois mois, a annoncé, lundi, le club de la capitale.

Le premier diagnostic avait fait état d'une blessure relativement légère, qui avec le repos et les soins appropriés allait guérir au bout d'un mois. Mais constatant au bout de quelques jours que l'état de santé de ce joueur ne s'était pas amélioré, le staff médical a opté pour une solution radicale, consistant à lui faire subir une intervention chirurgicale.

La saison actuelle est donc terminée pour Loucif, qui ne pourra plus rejouer avant le début du mois de septembre prochain, au moment où son coéquipier, le milieu de terrain

et capitaine Hamza Koudri vient d'ôter le plâtre et de reprendre du service.

Quoique, pour un début, le staff médical a préféré ne pas trop l'éreinter, puisque Koudri, qui souffrait également de la cheville, a repris suivant un programme spécifique, à l'écart de groupe. Ce qui est également le cas pour le milieu récupérateur Oussama Chita et de l'attaquant Zakaria Benchaâ, qui avaient réintégré le groupe, en début de semaine, lors de la séance de reprise.

«Ces deux joueurs ne se sont pas encore entièrement remis de leurs blessures respectives.

Ils ont donc travaillé en solo, sous l'œil attentif des staffs médical et technique», a encore précisé la direction algéroise les concernant.

EN A/En prévision des matchs face au Mali, la Mauritanie et la Tunisie

Un premier groupe arrive à Sidi Moussa

■ Un premier groupe de quatre joueurs de l'équipe nationale de football a déjà rejoint le Centre Technique de Sidi Moussa, en vue de la préparation des trois matchs amicaux prévus le 3 juin face à la Mauritanie à Blida, le 6 juin contre le Mali à Blida, et le 11 juin en déplacement face à la Tunisie.

Par Mahfoud M.

Il s'agit de Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar), Youcef Belaili (Qatar SC), Djamel Belamri (O. Lyon/ France), ainsi que le gardien de but de l'Olympique Médéa (Ligue 1/ Algérie) Abderrahmane Medjadel. Ces joueurs ont rallié le CTN à quelques jours du début officiel du stage des «Verts», prévu le lundi 31 mai, soit six jours de l'entame des choses sérieuses pour les protégés de Belmadi. Les autres joueurs retenus par le sélectionneur national Djamel Belmadi devaient arriver lundi à Alger, pour rejoindre le lieu du regroupement à tour de rôle et par contingents. L'ailier droit de Manchester City (Premier league anglaise) Riyad Mahrez, concerné par la finale de la Ligue des champions, le samedi 29 avril face à Chelsea à Porto (Portugal), rejoindra ses coéquipiers tardivement, et pourrait être ménagé lors du premier test amical face à la Mauritanie, une manière de bénéficier de quelques jours de repos, chose tout à fait logique sachant que la saison de la star algérienne des Citizens était remplie. Par ailleurs, le coach national



Les Verts prépareront sérieusement les éliminatoires du Mondial qatari 2022

Djamel Belmadi animera une conférence de presse le mardi 1^{er} juin à Sidi Moussa, une occasion pour aborder les prochains rendez-vous des «Verts» et le choix des joueurs convoqués. Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation des Verts pour le 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain. Les champions d'Afrique débuteront à domicile face à Djibouti, avant de se déplacer à Ouagadougou pour défier le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de

la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains. Les barages sont, quant à eux, programmés en mars 2022. Le sélectionneur national Djamel Belmadi et le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2^e tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19. Cela prouve que Belmadi ne laisse rien au hasard. M. M.

Ligue 2

Deux matchs de suspension de terrain pour le WR M'sila

Le WR M'Sila, sociétaire de la Ligue 2 algérienne de football (Groupe Centre), a écopé de deux matchs de suspension de terrain, dont un ferme, suite aux incidents qui ont émaillé son match de la 16^e journée de championnat contre le MO Béjaïa, a annoncé dimanche soir la LNFA. Certes, le WRM avait réussi à l'emporter (2-1), mais ce résultat favorable n'avait pas empêché la rencontre de déraper, obligeant ainsi la commission de discipline à sévir lors de sa dernière session et de prononcer cette sanction à son encontre. Ainsi, lors de la 18^e journée, prévue demain, le club de M'sila devra accueillir l'USM El Harrach dans un autre stade que son lieu de domiciliation habituel.

«L'enceinte qui abritera ce match sera désignée ultérieurement», a indiqué la Ligue nationale de football amateur dans un bref communiqué.

Le WRM (avant-dernier/17 pts) reste sur une défaite (1-0) chez la lanterne rouge, l'USM Blida, alors qu'au même moment, les Harrachis (7^e/22 pts) avaient réussi à remporter leur derby algérois contre l'ES Ben Aknoun, également sur le score d'un but à zéro.

Le GS Pétroliers est éliminé de la Ligue africaine de basket-ball (BAL), après sa défaite face à son homologue égyptien du Zamalek sur le score de (64-97), en match comptant pour la dernière journée du groupe C, disputé lundi à Kigali (Rwanda). C'est la troisième défaite des Pétroliers dans le tournoi, après celles concédées face au Ferroviario Maputo de Mozambique (73-86) et l'AS Douanes du Sénégal (76-94). Cette rencontre de la 2^e journée du groupe C, prévue initialement mercredi dernier, avait été reportée «en accord avec les règles du protocole sanitaire en place dans la bulle de Kigali», avait indiqué un communiqué de la BAL. Les quarts de finale de la

Match amical

L'EN U20 bat la réserve du PAC

La sélection algérienne des moins de vingt ans, actuellement en stage bloqué à Alger, a dominé l'équipe «réserve» du Paradou AC sur le score de deux buts à un, en match amical de préparation, disputé dimanche au Centre technique national de Sidi-Moussa. Les réalisations des jeunes Fennecs ont été signées Younès Aït Amer et Issam

Bouaoun. Le sélectionneur Mohamed Lacet a fait tourner son effectif, en alignant deux équipes différentes à chaque mi-temps. «Les débats ont été très animés entre les deux équipes, sous les regards attentifs du staff technique national, mais aussi ceux du Directeur technique national, Ameur Chafik. Tous ont affiché des satisfactions, notamment en ce qui concerne les

joueurs évoluant à l'étranger, car ayant montré de meilleures dispositions techniques et physiques», a indiqué la Fédération algérienne de football sur son site. «Les U20 disputeront un deuxième match amical contre la réserve du Paradou. Le rendez-vous est déjà pris, ce lundi 24 mai, sur un des terrains annexes du stade du 5-Juillet». Ce stage bloqué, entamé le 21 mai avec un effectif de 37 joueurs, est le troisième pour la sélection nationale des moins de vingt ans, après celui effectué du 6 au 9 mai, et le second, qui a été clôturé mercredi passé, également à Sidi-Moussa. Lors du premier stage, le sélectionneur national Mohamed Lacet avait retenu un groupe de 32 joueurs, avant de faire appel à 34 autres, lors du deuxième regroupement. Ce troisième stage est marqué par la présence de treize joueurs évoluant à l'étranger, dont deux hors du championnat de France, en l'occurrence Abdelkrim Aït Amer (Bayern Munich/Allemagne) et Samy Mahor (La Gantoise/Belgique).

Ligue africaine de basket-ball (BAL)

Le GSP éliminé après sa défaite face au Zamalek

BAL, qui regroupent les deux premiers de chaque poule (A, B, C) et les deux meilleurs troisièmes, sont programmés aujourd'hui et demain et seront suivis des demi-finales, prévues le 29 du même mois. La finale et le match de classement pour la 3^e place se dérouleront le 30 mai.

La première édition de la BAL, une nouvelle ligue professionnelle, fruit d'un partenariat historique entre la Fédération internationale (FIBA) et la Ligue nord-américaine (NBA), se dispute dans une «bulle» à Kigali, avec un protocole sanitaire très strict pour les 12 équipes participantes, afin de faire face à la pandémie de Covid-19.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

La route qui tue

40 décès et 1 797 blessés en une semaine

QUARANTE personnes sont décédées et 1 797 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant la période allant du 16 au 22 mai, indique, hier, un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 5 personnes décédées et 73 autres blessées suite à 47 accidents de la route, précise la même source. S'agissant des activités de lutte contre la propagation du coronavi-

rus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 415 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale. Les unités ont également effectué 327 opérations de désinfection générale à travers le territoire national qui ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, mobilisant 1 470 agents, 268 ambulances et 157 engins d'incendie. M. N.

Intoxication alimentaire à Mila

Le propriétaire de la pâtisserie sous mandat de dépôt

LE PROCUREUR de la République près le tribunal de Mila a ordonné la mise sous mandat de dépôt du propriétaire de la pâtisserie et confiserie à l'origine de l'intoxication alimentaire collective enregistrée durant la première semaine du mois de mai en cours, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la sûreté de wilaya. Le propriétaire de la pâtisserie a fait l'objet d'une comparution directe après l'achèvement de toutes les mesures judiciaires nécessaires et à la lumière des résultats de l'analyse des échantillons prélevés dans la pâtisserie, effectués au niveau du laboratoire régional de la police scientifique de Constantine, lesquels se sont avérés «positifs»,

a-t-on précisé. Le propriétaire de la pâtisserie a été mis sous mandat de dépôt pour «fraude sur des produits alimentaires, atteinte à la santé d'autrui, vente de produits alimentaires avariés et manque d'hygiène», a ajouté la même source, soulignant que le verdict dans cette affaire sera prononcé dans le courant de la semaine prochaine. Pour rappel, l'intoxication alimentaire collective qui a touché plus de 300 personnes, tous âges confondus et issus de plusieurs communes de la wilaya de Mila, s'est produite suite à la consommation de gâteaux et de confiseries achetées dans cette pâtisserie située au centre-ville.

Ali N.

Foot/Finale de la Ligue des champions

Jusqu'à 16 500 spectateurs autorisés

JUSQU'À 16 500 spectateurs pourront assister samedi à la finale de la Ligue des champions à Porto, les autorités portugaises ayant autorisé 33 % de public, a annoncé l'UEFA en ouvrant la vente des billets. Pour cette rencontre initialement prévue à Istanbul, et délocalisée mi-mai au stade du Dragon de Porto pour permettre le déplacement des supporters britanniques, l'instance avait déjà alloué 6 000 billets à chaque finaliste, soit Chelsea et Manchester City. Si ajouteront les traditionnelles invitations, ainsi que «1 700 billets réservés pour le grand public»,

et vendus à partir de lundi selon le principe du «premier arrivé, premier servi», précise l'UEFA. Les prix se répartissent en quatre catégories, de 70 euros à 600 euros – contre une fourchette allant de 40 à 130 euros pour la finale de Ligue Europa, Manchester United-Villareal, mercredi à Gdansk. Crise sanitaire oblige, l'accès au stade «nécessitera la preuve d'un test négatif au Covid-19», et les spectateurs venus de l'étranger «devront respecter les conditions d'entrée sur le territoire», selon l'instance.

R. S.

Irak

Immunité parlementaire levée pour tout député soupçonné de corruption

LA PLUS haute autorité judiciaire irakienne a décidé hier que l'immunité parlementaire serait désormais levée pour tout député soupçonné de corruption, a annoncé un communiqué officiel. Cette immunité ne pouvait jusque-là être levée sans l'approbation du Parlement, où les différents blocs se protégeaient mutuellement, prévenant leurs députés contre un procès ou une arrestation. Le Cour suprême fédérale, chargée de l'interprétation des dispositions de la Constitution, «a décidé de révo-

quer les décisions judiciaires antérieures concernant une approbation préalable du Parlement, pour tout ce dont sont accusés des députés, qu'il s'agisse de crimes, de délits ou d'infractions», indique le communiqué. Elle maintient cependant l'immunité pour «les mandats d'arrêt concernant des crimes commis sans témoin, dans lesquels un député est suspecté d'être impliqué». «A cette exception, les membres du Parlement n'ont pas d'immunité et des mesures juridiques peuvent être

prises directement contre tout député accusé d'un crime, témoin d'un crime, d'un délit ou d'une contravention». Une source judiciaire a précisé que dans de nombreuses affaires de corruption ou d'extorsion de fonds impliquant des parlementaires, la chambre n'a pas levé l'immunité, rendant presque impossible de les poursuivre. Désormais, après la décision de la Cour suprême fédérale, «les tribunaux peuvent poursuivre directement un député sans chercher l'approbation du Parlement». L'Irak est l'un des pays les plus

gangrénés par la corruption au monde, selon l'ONG Transparency International. Le Président Barham Saleh a révélé dimanche que 150 milliards de pétrodollars détournés avaient été sortis du pays depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, en présentant un projet de loi pour lutter contre le fléau de la corruption. M. Saleh a indiqué avoir transmis au Parlement un «texte crucial» visant à recouvrer l'argent public évaporé dans les malversations et à poursuivre en justice les responsables. K. Y.

H. C.

Reprise des vols : Conditions drastiques pour entrer au pays



Djalou@hotmail.com

Lutte contre la pollution à Béjaïa

Vaste opération de nettoyage des ordures

■ Une vaste opération de nettoyage et de curage des oueds a été menée ces derniers jours à Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

Cette campagne d'embellissement a été organisée le week-end dernier dans plusieurs artères de la ville de Béjaïa, notamment les plus sales, et au niveau de certains quartiers. Cette action vise à «redorer le blason» terni de la ville en prévision de la saison estivale qui arrive à grands pas. Elle a touché cette semaine la route de l'aéroport, le chemin de Bir Slam menant vers l'échangeur des 4 chemins, l'entrée de la gare routière, la zone industrielle de l'arrière-port, la brise de mer, les Oliviers, etc. Cette action, initiée par le wali, s'est matérialisée par la mobilisation de nombreux agents issus de plusieurs secteurs, des entreprises publiques et privées de la wilaya, les

agents de l'APC de Béjaïa sans oublier la contribution indispensable et massive des associations locales. «D'importants moyens humains et matériels ont été mis en œuvre pour mener cette opération qui vise l'amélioration du cadre de vie des habitants des quartiers et cités de la ville de Béjaïa où persistent encore quelques points jugés noirs sur le plan de la pollution», a indiqué la cellule de communication de la wilaya sur sa page Facebook. Et de souligner que «celle-ci sera renouvelée pour toucher d'autres quartiers de la ville ainsi que les autres communes de la wilaya». Cette initiative a été placée sous le signe «Préservez notre environnement!». Pour sa part, l'APC a mobilisé ses moyens humains et matériels et mené une opération de nettoyage au niveau de la

côte Ouest, en l'occurrence aux lieux-dits Djerba (Boulimat), Saket et bientôt aux Aiguades. Les services de l'APC ont mis en action une dizaine de camions, ce qui a permis l'accélération de l'évacuation des déchets générés et surtout ceux ramassés par les bénévoles suite à ce volontariat. Cette campagne d'embellissement des plages et de leurs accès a été initiée avec la contribution des associations, dont l'association du village dite Imezdhaghe N'djerba, l'Association (CSA Nautique), l'Association Talwithe. Des entreprises privées ont contribué à cette opération en mobilisant leurs engins pour le décaissage de la place, le nettoyage des accès et accotements de la route de la côte Ouest et les accès aux plages de Boulimat et Saket, devenues très insalubres par l'accumulation des ordures et différents emballages laissés par les visiteurs et ceux qui fréquentent la région qui était, autrefois, un lieu très propre. L'opération a été supervisée par El-Hacene Merzoug, vice-président de l'APC de Béjaïa, chargé du tourisme et de l'hydraulique. Une benne à ordures a été installée en attendant la pose de bacs et l'enlèvement régulier des déchets dans cette région très prisée en été. L'association Imezdhaghe n'Djerba a procédé, quant à elle, au nettoyage et l'élargissement des accès et ruelles menant vers les quartiers du village et la plage.